



**COMMUNIQUÉ**  
Paris, le 17/01/2018

## « 40 MILLIONS D'AUTOMOBILISTES » CONTRE LES PÉAGES URBAINS

**Hier, mardi 16 janvier 2018, le quotidien *Les Échos* révélait une nouvelle mesure à destination des automobilistes : le Gouvernement, par la voix d'Élisabeth BORNE, ministre des Transports, envisage de donner la possibilité aux villes de réguler la circulation automobile au moyen de péages urbains. L'association « 40 millions d'automobilistes » s'oppose fermement à cette mesure, dont elle estime qu'elle provoquerait une ségrégation entre les usagers les plus fortunés et les automobilistes les plus modestes.**

L'idée a germé au cours des dernières Assises de la mobilité, qui se sont déroulées à la fin de l'année 2017 et ont fait la part belle aux transports en commun et aux moyens de déplacements « doux ». Certaines des propositions formulées durant ces réunions pourraient prochainement faire l'objet de nouvelles réglementations dans le cadre de la Loi sur les mobilités que la ministre des Transports souhaite présenter au printemps 2018.

Mais pour l'association « 40 millions d'automobilistes » qui défend le droit à la mobilité de chacun, la coupe est pleine : « Il y a eu la privatisation des radars embarqués, la hausse du prix des carburants, l'augmentation du prix des péages d'autoroute, la baisse de la limitation de vitesse... Et voilà que maintenant, on veut faire payer aux usagers de la route le droit de circuler en ville. Mais quel est ce gouvernement qui imagine chaque semaine une nouvelle mesure anti-automobilistes ? » s'indigne Daniel QUÉRO, président « 40 millions d'automobilistes ».

Car pour l'association, cette mesure présentée comme une solution pour « diminuer les embouteillages, lutter contre la pollution et augmenter le recours aux transports en commun » n'est rien d'autre qu'une taxe supplémentaire qui pèsera sur le budget de l'automobiliste.

« Avec ce genre de mesure, on prétend sauver la planète. Mais que veut-on réellement ? On sait pertinemment que certains usagers ne peuvent pas se passer de voiture. Donc on va créer une ségrégation entre ceux qui auront les moyens de s'acquitter du péage et pourront continuer à se déplacer sans encombre, et ceux pour qui cette taxe supplémentaire sera celle de trop. Mais ces derniers ne vont pas désertir leur emploi juste parce que le gouvernement aura décidé la mise en place de péages ! Ils devront s'y rendre quand même... » analyse Pierre CHASSERAY, délégué général de l'association.

Dans notre société où les besoins de mobilité sont toujours plus importants au quotidien et où le réseau routier arrive parfois à saturation, il est évident que les moyens alternatifs à l'automobile individuelle doivent être valorisés. Mais pas n'importe comment : « vouloir entasser les usagers dans des transports en commun eux aussi saturés, inefficaces et peu sûrs n'est certainement pas la bonne solution. Encore une fois, on ne traite pas le problème de la bonne façon. Même Anne HIDALGO, la maire de Paris, que l'on ne peut pourtant pas taxer de favoriser la circulation automobile, a déclaré qu'elle refuserait la mise en place d'un tel dispositif dans la capitale » rappelle Daniel QUÉRO.

Et Pierre CHASSERAY de conclure : « Je pense que si Emmanuel MACRON, au moment où il était candidat à la Présidence de la République, avait informé les Français de son intention d'abaisser la limitation de vitesse sur le réseau secondaire et d'imposer des péages urbains, il n'aurait pas été élu. »



[www.fil-conducteurs.com](http://www.fil-conducteurs.com)



@40MA – 40 millions d'automobilistes  
@PChasseray – délégué général



[www.40millionsdautomobilistes.com](http://www.40millionsdautomobilistes.com)